

Corée du Sud : Raid policier sans précédent au siège du syndicat KCTU (Korea Times)

22 novembre
2015

Une semaine après les manifestations d'envergure exceptionnelle du 14 novembre 2015, la présidente sud-coréenne Park Geun-hye a décidé de frapper vite et fort, comme elle l'avait menacé avant même que ne commence la journée d'action : le siège de la Confédération coréenne des syndicats (*Korean Confederation of Trade Unions*, KCTU), principal organisateur des manifestations du 14 novembre, a été la cible d'un raid policier sans précédent depuis sa fondation en 1995, sous la présidence de Kim Young-sam - qui était devenu en 1993 le premier président civil de la République de Corée (Corée du Sud) depuis plus de trente ans, et vient par ailleurs de décéder. Le raid policier a duré six heures : 700



agents de police ont pénétré à l'intérieur du siège de la KCTU pour saisir documents et matériels informatiques, quand 1.840 de leurs collègues étaient positionnés autour du bâtiment. Leur but ? Trouver les preuves d'une implication de la KCTU dans les incidents violents qui ont émaillé - comme trop souvent, hélas, en Corée du Sud - les manifestations du 14 novembre. La répression policière a causé quelque 30 blessés dans les rangs des manifestants (dont l'un est toujours entre la vie et la mort) - sur le sort desquels les médias conservateurs et pro-gouvernementaux sud-coréens éviteront soigneusement de faire allusion dans leurs comptes rendus d'une des plus spectaculaires descentes de police contre une organisation forte de centaines de milliers de membres, et ayant toujours agi dans la légalité.

La descente de police opérée ce week-end en Corée du Sud a un air de déjà vu : de même, le principal parti de gauche, le Parti progressiste unifié (PPU), avait fait l'objet d'un raid des forces de l'ordre avant d'être interdit et ses députés déchus de leur mandat, sur la base de preuves fabriquées et d'un amalgame effectué à dessein entre l'action d'une partie de ses membres et l'ensemble de l'organisation.

Car Mme Park Geun-hye a besoin de preuves si elle veut détruire la KCTU, comme elle a fait auparavant interdire le PPU par une décision de la Cour constitutionnelle qui a été une farce juridique : les forces de l'ordre n'ont trouvé qu'un talkie-walkie et un casque au siège de la KCTU ? C'est bien maigre pour prouver qu'il s'agit d'une organisation poursuivant des objectifs insurrectionnels... Qu'à cela ne tienne : il suffit de rajouter dans la liste des documents saisis des haches, des marteaux et des cordes. Les dirigeants de la KCTU auront beau affirmer que lorsqu'ils organisent des rassemblements à la campagne ils ont besoin de haches pour couper du bois, et que les marteaux servent à briser la glace, l'essentiel est ailleurs : en communiquant opportunément sur la liste des objets saisis (ce qui, par ailleurs, n'est absolument pas l'usage), le gouvernement sud-coréen cherche à distiller l'idée que la KCTU, fondée il y a 20 ans, serait subitement devenue une organisation violente, dont la répression s'impose.

Car s'il est exact que des échauffourées ont eu lieu avec les forces de l'ordre sud-coréennes, ces dernières ne sont pas spécialement réputées pour leur faiblesse - le syndicaliste paysan toujours dans le coma suffirait à nous le rappeler... Voix fidèles du gouvernement conservateur, les médias de droite ou à capitaux publics ne manquent pas de souligner à satiété que certains manifestants avaient, le 14 novembre, des barres de fer et que des véhicules de police ont été détruits. Des véhicules de police dont ils se gardent de rappeler qu'ils étaient utilisés, au nombre de 700, comme éléments de barrage, dans une stratégie d'aiguinement des tensions savamment organisée par le pouvoir sud-coréen... Et que les barres de fer deviennent des haches dans l'imaginaire répressif de la droite sud-coréenne est une incohérence qui n'effleure pas davantage les partisans de Mme Park.

Dans leur offensive policière et juridique contre la KCTU, les autorités sud-coréennes cherchent aussi toujours à faire arrêter le leader de la centrale syndicale, Han Sang-gyun, qu'elles avaient déjà tenté de faire enlever à l'occasion des manifestations du 14 novembre lors d'une pitoyable opération menée par des policiers en civil. Son crime ? Avoir activement permis l'organisation, ce 1er mai, des plus importantes manifestations jamais vues en Corée du Sud pour une fête du travail - lors desquelles des affrontements ont eu lieu entre la police et les manifestants. Au nom du principe de culpabilité par association (si un membre de la KCTU a agi en dehors du cadre légal pacifique, toute la KCTU est responsable), déjà utilisé pour interdire un syndicat enseignant trop critique vis-à-vis du pouvoir (le syndicat a été dissous car certains de ses membres n'étaient plus enseignants), Han Sang-gyun a écopé d'un mandat d'arrêt. Depuis, il se cacherait dans un temple bouddhiste de l'ordre Jogye.

Et si les disques durs saisis au siège de la KCTU ne disent rien ? C'est qu'ils auront été purgés, forcément, ont déjà prévenu par avance les autorités sud-coréennes : le même artifice avait déjà été utilisé en juillet pour emprisonner le militant des droits de l'homme Park Rae-gun ("si nous n'avons trouvé aucune preuve à son domicile, c'est qu'il les a détruites"), placé depuis en liberté conditionnelle après le versement d'une caution. Des preuves ? Vous êtes coupable. Pas de preuves ? Vous êtes aussi coupable. L'argument est imparable.

A l'approche des élections législatives du printemps 2016 le pouvoir sud-coréen a besoin de criminaliser ses opposants, hier le PPU, aujourd'hui la KCTU - avant de chercher à impliquer les démocrates dans les combats du PPU et de la KCTU, en pratiquant l'amalgame. Avant, demain, de frapper cette même opposition libérale ? Si un tel scénario se produisait, il serait la réplique de ce qu'a ourdi le père de l'actuelle chef de l'Etat, le général Park Chung-hee, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire, en 1961, avec le soutien au moins tacite des Etats-Unis. Son régime était devenu de plus en plus autoritaire jusqu'à ce qu'il soit assassiné en 1979 par son chef des services de renseignement, dans des conditions qui n'ont jamais été élucidées.

Face aux menaces grandissantes qui pèsent sur les libertés politiques et syndicales en Corée du Sud, la vigilance et la solidarité avec les démocrates s'imposent : demain comme hier, l'AAFC répondra toujours présente dans le combat pour la démocratie en Corée du Sud.

»» <http://www.amitiefrancecoree.org/2015/11/raid-policier-sans-precedent-...>